CURRICULUM VITAE

Dr Salifou FOMBA (MALI)

Né le 17 juin 1954 à Dioila

Nationalité Malienne

Fonction actuelle :

- Professeur de Droit International à la Faculté des Sciences Juridiques et politiques de l'Université de Bamako depuis 1985 ;

Formation et dîplomes :

1983 : Doctorat en droit International obtenu avec la mention "Très bien" à l'Université de Caen en France ;

1979 : Diplome d'Etudes approfondies (DEA) en Droit International obtenu à l'Université de Rouen en France ,

1984 :

- Boursier de l'Académie de droit International de la Haye ;

- Certificat d'assiduité en Droit International Public ;

1989 :

- Boursier ONU / UNITAR du Programme de Perfectionnement en Droit International à la Haye et à Genève ;

- Certificat de Droit International délivré par la Commission du Droit Internationbal de l'ONU ;

- Certificat d'assiduité en droit International Public et Privé délivré par l'Académie de Droit International de la Haye ;

1978 : Maîtrise en Droit Public obtenue à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Bamako ;

1988-1989 :

- Boursier du Gouvernement français à l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de Toulouse en France ,

- Certificat de Formation des Conseillers en perfectionnement ;

1974 : Baccalauréat Série Lettres Classiques (Latin - Grec) obtenu au Lycée Prosper Kamara de Bamako ;

1970 : Diplôme d'Etudes Fondamentales (DEF) obtenu à l'Ecole fondamentale de Dioila.

EXPERIENNCE PROFESSIONNELLE

2007 - 2011 :

- Membre de la Commission du Droit International des Nations Unies élu par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 16 Novembre 2006 ,

- Participation active et assidue à tous les travaux de la Commission du Droit International durant ce quinquenium à Genève.

2009 : Vice - président de la Commission du droit International de l'ONU lors de sa 61ème session tenue à Genève.

2002 - 2006 :

- Membre de la Commission du droit international des Nations Unies élu par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 07 novembre 2001 ;

- Participation active et assidue à tous les travaux de la Commission du Droit International durant ce quinqueniun à Genève.

1992 - 1996 :

- Membre de la Commission du Droit Internation des nations Unies élu par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 14 Novembre 1991 ,

- Participation active et assidue à tous les travaux de la Commission du Droit International durant ce quinqueniun à Genève.

1994 :

- Membre et rapporteur de la Commission impartiale d'experts de l'ONU sur le Rwanda établie conformément à la Résolution 935 (1994) du Conseil de Sécurité, chargée d'examiner les informations concernant les violations graves du Droit International humanitaire commises sur le territoire du Rwanda y compris d'éventuels actes de génocide.

- Nommé par le Secrétaire Général de l'ONU le 26 juillet 1994 sur la base des critères définis dans le Rapport S/ 1994/879 du Conseil de Sécurité en date du 26 juillet 1994, à savoir : les qualifications professionnelles des membres de la Commission d'enquête dans les domaines des droits de l'Homme, du droit humanitaire, du droit pénal et de la répression, ainsi que leur intégrité et leur impartialité.

- Participation active pendant quatre mois (d'août à novembre 1994) au travail d'analye des informations et aux missions d'enquête sur le terrain notamment au Rwanda et dans certains pays voisins.

- Contribution à l'analyse des aspects juridiques concernant les questions de la responsabilité pénale individuelle et de la juridiction appropriée dans le cas du Rwanda.

- Contribution remarquable à l'élaboration du rapport intérimaire et du rapport final de la Commission d'enquête sur le génocide au Rwanda soumis au Conseil de Sécurité de l'ONU pulibés sous S/ 1994/1125 du 04 octobre 1994 et S/1994/1405 du 09 décembre 1994.

1997 (septembre) :

- Expert consultant du CIC R (Comité International de la Croix Rouge) dans le domaine du Droit International Humanitaire.

- Consultation faite sur le thème "l'application du Droit International humanitaire au Mali . état des lieux".

Consultation réalisée sur la base d'un "questionnaire portant sur la mise en oeuvre des Conventions de Genève de 1949 et des deux Protocoles additionnels" élaboré par les Services consultatifs du CICR à Abidjan, le 27 juin 1996.

Consultation ayant servi de document de travail de base du séminaire national sur la mise en oeuvre du Droit Internation humanitaire tenu à Bamako en 1998.

1998 (19-20 février) :

- Conférencier du CICR lors du Séminaire National sur la mise en oeuvre du Droit International Humanitaire tenu à Bamako du 19 au 20 février.

- Communication faite sur le thème " l'application du Droit International humanitaire au Mali : état des lieux" (19 février 1998).

- communication faite sur le thème "Promotion et Renforcement de la mise en oeuvre du Droit International Humanitaire au Mali " (20 février 1998).

- Désignation comme rapporteur Général du séminaire National (20 février 1998).

1997 (17-21 février) :

- conférencier du CICR lors du Cours de recyclage de Droit International Humanitaire aux forces armées organisé à Bamako du 17 au 21 février 1997.

- Communication faite sur le théme "droit International Humanitaire et opérations de maintien de l'ordre" (18 février 1997).

- Communication faite sur le thème "l'application du droit International humanitaire et les sanctions en cas de violation" (19 février 1997).

1999 : Participation à la journée de réflexion sur la mise en oeuvre du Droit International Humanitaire organisée par le CICR à Bamako le 25 mars 1999.

2000 :

- Conférencier du CICR lors de la rencontre ouest-africaine des Commissions et autres instances nationales du Droit International Humanitaire organisée à Bamako du 30 au 31 mars 2000.

- Communication faite sur le thème "la Contribution de l'Afrique à la création de la Cour Pénale Internationale : bilan et perspectives" (31 mars 2000).

1997-2000 : participation active, en collaboration avec le CICR, à l'initiation et l'introduction de l'enseignement d'un cours de Droit International humanitaire dans le programme officiel de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) et de la Faculté des Sciences Juridiques et politiques de l'Université de Bamako.